

Domaine Public

DP

JAA
1002 Lausanne

10 décembre 1992 - n° 1108
Hebdomadaire romand
Trentième année

Trouver son chemin

Le premier danger de l'après 6 décembre est helvético-suisse: c'est celui d'une «revitalisation» de l'économie, terme qui a désormais remplacé celui, plus cru, de «déréglementation» dans la bouche des chefs d'entreprise ayant suivi des cours de communication. Car l'économie, bien sûr, doit être en mesure de se battre sur un marché européen qui absorbe la plus grande partie de ses exportations. Elle ne manquera pas d'invoquer les désavantages résultant du vote de dimanche pour jeter aux orties, sans grandes précautions sociales, tout ce qui la freine. Le risque est bien réel, confirmé dès dimanche soir par les déclarations des parlementaires bourgeois et des représentants de l'économie. Un autre danger, bien sûr, c'est celui qui pourrait résulter du clivage du pays. Pourtant, sans le nier, il faut le relativiser.

La Suisse n'éclatera pas dans les semaines ou les mois à venir, parce que les ponts sur la Sarine que d'aucuns voudraient reconstruire existent, qu'il faut consolider: les villes, là-bas, ont dit oui et la majorité des bulletins de vote positifs sont alémaniques... Reste que la prochaine étape ne sera pas simple: convaincre le peuple d'adhérer, dans quelques années, est dans le domaine du possible, encore qu'il ne faille pas sous-estimer la tâche. Mais les cantons devront eux aussi basculer.

Nous tentons, dans ce numéro, de cerner ces risques et ces perspectives. Mais les faits nous imposent de prendre notre mal en patience. Puisse la sagesse de Vaclav Havel (lire un extrait d'un de ses discours en page 8) nous aider sur cette voie forcément solitaire.

L'erreur à ne pas commettre

(ag) L'accord sur l'EEE était économique d'abord. Mais il a été perçu, à juste titre, comme un acte décisif de politique étrangère: le premier pas d'un rapprochement vers l'Europe. La cohésion suisse n'a pas résisté à cette ouverture. Quelle netteté dans la déchirure! Pourtant la neutralité n'était pas en cause, pourtant nous nous lions, sans exclusive, avec tous nos voisins. Comment avoir une politique étrangère active sans mettre à l'épreuve l'unité confédérale? Comment ne pas se condamner à l'isolement par peur des incompréhensions intestines? Au vu du résultat du 6 décembre, on mesure la légèreté des groupes de réflexion qui ont plâché sur la neutralité. Avec la Suisse allemande il faut donc reprendre sans perte de temps la discussion sur cette question centrale: ouverture européenne et cohésion interne. Et les Romands forts de leur vote et de leur unanimité doivent faire comprendre que le vote majoritaire ne résout pas ce problème qui ne peut être tranché arithmétiquement. Malheureusement le débat va revenir sur le terrain strictement économique. Puis-

que nous nous refusons les facilités qui auraient été celles de l'Espace, renforçons par notre seule volonté la compétitivité des entreprises suisses. C'est le langage d'ores et déjà dominant chez les tenants de la droite économique. Il faut créer, disent-ils, des conditions-cadres plus favorables. Revitalisons! proposent les plus prudents. Déréglementons! affirment ceux qui veulent parler fort. L'échec de l'EEE va réactualiser le programme de Pury et les motions des partis qui tiennent à s'affirmer eux-mêmes bourgeois. Allègements fiscaux pour les sociétés anonymes, réduction de l'impôt anticipé et bien sûr suppression de la taxe occulte, sans jamais augmenter la quote-part fiscale de l'Etat. Protestations contre l'aggravation des charges sociales même si elles sont induites par le chômage. Exigence d'une plus grande souplesse dans l'organisation du travail, notamment du travail de nuit. Mutation des conventions collectives en accords généraux de bonne foi, vides de contenu contraignant. Plus concrètement encore, pression sur les
suite à la page 2

Pour un remaniement ministériel

(pi) Parmi les réactions extrémistes au refus de l'EEE figure une revendication qui ne fait pas partie des habitudes politiques suisses: la démission du Conseil fédéral ou, à tout le moins, celle de René Felber et de Jean-Pascal Delamuraz. On pourrait certes comprendre que les deux hommes qui se sont engagés à fond depuis plusieurs années sur ce dossier préfèrent se retirer, dans quel-

suite de la première page

salaires, individualisés; attaques contre les branches dites gourmandes du budget.

L'EEE instaurerait une nouvelle règle du jeu qui avait, venant de l'extérieur, une sorte d'impartialité n'ayant pas été préparée pour favoriser tel camp ou tel autre. D'où une répartition équilibrée des avantages et des sacrifices.

Sur le seul terrain national, les adaptations seront imposées selon la logique politique majoritaire ordinaire. Que d'avantages apparents: on retrouve une cohésion translinguistique, Blocher peut rejoindre les rangs tout en soignant sa différence afin de maintenir la pression anti-européenne. La droite classique et la droite populiste pourront ainsi trouver un programme minimum commun. Certes, des adaptations sont nécessaires. Mais le Conseil fédéral doit dire clairement avec qui il veut les conduire. Il n'a pas le droit de laisser transformer le refus de l'EEE en un succès politique de droite. Qu'il dise clairement que le maintien de la cohésion nationale passe par le partenariat! Il faut à tout prix qu'à la déchirure linguistique ne se superpose pas une déchirure sociale.

Le commentaire de Jean-Pascal Delamuraz au soir du vote n'était pas de ce point de vue assez clair. Trop de formules balancées.

Le dépassement de la situation difficile dans laquelle la Suisse s'est elle-même placée implique prioritairement cet effort de rapprochement social.

Sur le plateau de la télévision romande on voyait déjà se recomposer un front de droite, David de Pury – Suzette Sandoz. Quel mariage!

Que le Conseil fédéral prenne de la hauteur comme les circonstances graves l'exigent! ■

ques mois, plutôt que de devoir négocier en position de faiblesse, montrés du doigt par leurs partenaires de l'AELE, et tenter de recoller les pots cassés. Mais pour l'instant, les deux hommes sont en place et ont manifesté la volonté d'y rester.

Parmi les sujets de réflexion du Conseil fédéral devrait pourtant figurer un remaniement ministériel. Notre rapprochement avec l'Europe communautaire ne s'est pas arrêté le 6 décembre au soir et il convient de préparer la prochaine étape, qu'il s'agisse, demain, après-demain ou dans quelques années, de prendre un train en marche, d'adhérer, de ratifier un hypothétique accord sur mesure. Prochaine étape qui sera immanquablement sanctionnée par un vote. Et deux conseillers fédéraux alémaniques ne seront pas de trop pour renverser la vapeur outre-Sarine. MM. Felber et Delamuraz ont fait un excellent travail, ils ont donné le meilleur d'eux-mêmes et ils peuvent se vanter d'avoir

Reculer pour mieux sauter

(pi) Un vote, dans quelques années, sur une adhésion à la Communauté reste au nombre des hypothèses de travail: la demande de négociation déposée par le Conseil fédéral n'est pas tirée et les difficultés institutionnelles de l'Europe des Douze pourraient nous servir dans la mesure où elles risquent de retarder l'intégration des candidats de l'AELE. Il est donc imaginable que nous entrions dans la Communauté en même temps que l'Autriche et les pays nordiques candidats, ou quelques années après. Imaginable, mais de loin pas certain: nous devons à nouveau voter et convaincre une majorité du peuple et des cantons. L'objectif semble atteignable sans trop de difficultés pour ce qui est du peuple, encore que tous les oui à l'EEE ne se reporteront pas en faveur de la CE. La tâche sera plus ardue pour les cantons: avec seulement six cantons et deux demi-cantons favorables à l'EEE, il s'agit d'en faire basculer au moins

rallié à eux leurs cantons, la Suisse romande et une

Le non à l'EEE

très grande partie de la classe politique, tous sceptiques il y a peu encore. S'ils ne souhaitent pas se retirer, ils devraient toutefois changer de département, non pas comme reconnaissance d'un échec — dans le système politique suisse, ni parlement ni gouvernement ne voient leur responsabilité engagée lors d'un vote populaire — mais pour laisser l'Economie publique et les Affaires étrangères en mains alémaniques. On voit parfaitement Kaspar Villiger et Arnold Koller, qui se sont révélés à la télévision sur le dossier européen, ou Adolf Ogi, fringant ministre qui a mené avec brio les négociations sur l'accord de transit, prendre en charge les deux départements-clés de notre politique européenne. Ils seront mieux en mesure que les ministres romands d'expliquer et de convaincre, en dialecte et là où il faut le faire.

Le Conseil fédéral est compétent et peut décider la semaine prochaine d'une nouvelle répartition des portefeuilles. Ce serait un premier pas en direction des opposants. ■

cinq autres pour espérer une majorité acceptante. Zurich et Berne figurent en tête des pro-Européens potentiels, avec 48,5 et 47,6% de oui. Mais il faudra convaincre les campagnes, puisque les métropoles ont accepté l'EEE, alors même que les paysans, épargnés par l'objet du vote de dimanche dernier, seront touchés par une adhésion. Ensuite, les cantons alémaniques les plus «européens», les deux Bâles mis à part, sont Zoug (56,1% de non), Soleure (57,4% de non) et Argovie (60% de non). On le voit, ici la part des «Neinsager» à convertir est autrement plus importante qu'à Berne et Zurich... Sans eux pourtant, une adhésion à la CE est hautement improbable.

A moins de modifier les règles du jeu, ce dont rêvent nombre de stratèges en architecture politique, et de supprimer le principe de la double majorité ou d'introduire une pondération dans les voix des cantons. Pour l'instant, aucune proposition sérieuse n'a été faite. Et de toute façon, une modification ne pourra avoir lieu qu'en respectant les règles actuelles, c'est-à-dire avec une majorité du peuple et des cantons. ■

La bonne explication

(ag) Les données politiques, historiques, économiques qui ont pu motiver les Suisses n'expliquent jamais totalement la différenciation géographique des votes. Mais certaines méritent d'être retenues.

● *Le chômage.* C'est en Suisse romande qu'il est le plus marqué. Voyez Genève ! Le oui aurait donc été l'espoir d'un remède. Mais le chômage a été invoqué comme l'explication du non dans le Haut-Valais et au Tessin.

● *L'appartenance à une zone frontière.* On pense à Genève, au Jura, à Bâle. Mais Schaffhouse, mais le Tessin, mais les Grisons sont des cantons frontières eux aussi.

● *La date d'adhésion à la Confédération.* Le noyau central de l'Urschweiz est le plus réfractaire, alors que les cantons romands sont les cantons entrés dans la Confédération en 1803 ou 1815, voire 1979. Mais Fribourg, mais Bâle. D'autre part, le Tessin, les Grisons, Thurgovie, Saint-Gall, l'Argovie, cantons de la Médiation, sont dans le camp des non.

● *Le fait minoritaire.* L'explication ne joue pas pour le Tessin, voire les Grisons. Mais elle doit être partiellement retenue: une minorité est plus favora-

ble à un pouvoir plus haut placé qui dominerait sa majorité; elle peut être tentée d'y voir un recours, un dépassement de sa situation minoritaire.

● *La mémoire collective.* C'est le rapport à l'Allemagne qui est toujours invoqué pour expliquer la résistance suisse allemande. Probablement que le rapport à la France, celle de Delors, est aussi sous-jacent dans l'inconscient collectif: Marignan, c'est François I^{er}; et surtout la chute de l'Ancien Régime, les massacres de Stans étaient le fait des Français. Rien de semblable pour les Romands.

● *Le dialecte.* Les peuples ont montré le lien fondamental entre la langue et l'identité. L'Islande, l'Estonie, la Finlande, la Hongrie y ont puisé leur force de résistance. La particularité du schwyzertütsch, c'est qu'il est à la fois différencié selon les cantons et langue commune. La coïncidence presque absolue du vote avec les frontières linguistiques révèle que le dialecte traduit une

identité spécifique; c'est l'approche la plus sûre du noyau central du refus.

● *L'approche religieuse.* Le sociologue Emmanuel Todd, analysant le vote français sur Maastricht, soulignait que des régions à forte identité comme la Bretagne avaient néanmoins donné des majorités positives au Traité. A ses yeux, le facteur dominant était la tradition religieuse: l'Europe unifiée étant perçue comme un projet compatible avec le catholicisme. Rien de semblable en Suisse, même si, en sens contraire de l'observation de Todd, les cantons alémaniques les plus favorables en pour cent sont Berne et Zurich, même si Bâle est dans le camp du oui. L'Urschweiz, on le sait, est d'un catholicisme bien enraciné, mais pas ultramontain.

● *Les données sociologiques.* Les grands centres urbains se révèlent plus favorables que les bourgs plus traditionnels. Mais à souligner aussi que, dans le canton de Vaud, qui a donné un vote véritablement légitimiste en écho à l'engagement de «son» conseiller fédéral, les villages agricoles ont souvent donné les pourcentages les plus élevés.

Ce ne sont là que des notes sommaires, mais l'analyse fine par les politologues doit être poussée pour mieux éclairer les champs de l'action future. ■

Un clivage relatif

(jd) Dès l'annonce des résultats et leur visualisation sur la carte, le clivage est apparu, frappant: la corne ouest de la Suisse, du nord au sud, contre tout le reste du pays. Opposition d'autant plus choquante qu'elle constitue une première dans notre Histoire. Le vote sur l'adhésion à la Société des Nations en 1920 avait certes déjà révélé un fossé entre latins et germaniques, déjà dans le domaine des relations internationales, mais pas aussi net qu'aujourd'hui.

Ce résultat a provoqué l'émotion, la colère même en Suisse romande. Réactions compréhensibles à l'issue d'une campagne chargée de passions dans les deux camps. S'il faut prendre au sérieux cette coupure, gardons-nous pourtant d'envenimer les rapports confédéraux par des jugements à l'emporte-pièce. La situation est suffisamment grave pour qu'on se dispense, de ce côté de la Sarine, d'amplifier la discorde par des propos

gratuitement blessants, comme on a pu malheureusement en lire dans la presse romande.

Démoniser la Suisse alémanique ne contribue en rien à renouer le dialogue nécessaire pour que la Suisse trouve son chemin dans l'Europe, et la considérer comme une entité compacte ne correspond pas à la réalité. La carte uniformément rejetante de la Suisse germanophone ne doit pas masquer les nuances. Les deux Bâles et le Tessin tout d'abord, qui rappellent que le clivage n'est pas seulement linguistique; plusieurs grandes villes alémaniques ensuite qui ont approuvé l'option européenne; Bienne, cité bilingue à majorité germanique, qui a appuyé le traité sur l'EEE à plus de 68%; plusieurs localités industrialisées de la Singine qui donnent également une majorité acceptante. Finalement 1 200 000 citoyennes et citoyens alémaniques ont fait le pas du

oui, il s'agit de ne pas les oublier.

La démocratie helvétique est une mécanique compliquée et lente. Le souverain aime à prendre son temps, à mûrir ses décisions; rien ne le rebute tant que la brusquerie. Ce rythme, cette suspicion irritent parfois; en politique étrangère, les Romands préféreraient plus de dynamisme, une action plus déterminée. La procédure relative à l'EEE a été menée au pas de charge. Mais on ne cultive pas impunément et des décennies durant les valeurs d'indépendance, d'autarcie et de neutralité sans que des réflexes et des craintes s'impriment au plus profond des consciences. En fait l'évolution des esprits s'est révélée étonnamment rapide; pas suffisamment hélas pour emporter la décision.

Aux Romands maintenant, minorité agissante, de hâter cette évolution, à tous les Confédérés de renforcer des liens qu'on découvre aujourd'hui distendus par l'habitude de se côtoyer sans se rencontrer, aux autorités d'agir concrètement pour faire comprendre que ces craintes sont infondées. ■

Une logique perverse

Des économistes commettent aujourd'hui l'erreur que faisaient hier nombre d'ingénieurs: ils ne voient le monde qu'à travers la petite lunette que leur fournit leur science.

(jd) «L'inégalité croissante entre les revenus est le prix certes choquant, mais le prix de la concurrence et du progrès». Ce propos provocateur, c'est un économiste allemand qui l'a tenu lors d'un récent colloque du Centre pour la direction d'entreprise à Zurich. Mais si cette évolution peut paraître choquante, elle est néanmoins positive car en définitive, ajoute ce professeur, les couches défavorisées sont mieux loties dans une société en moyenne aisée que dans une société pauvre. Dérapage verbal ou cynisme professoral délibérément affiché ? Simple coïncidence, les thèses développées par Walter Wittmann, professeur d'économie à l'Université de Fribourg, dans son dernier livre ? L'auteur, partisan de longue date d'un libéralisme intégral, pousse à l'extrême la logique de l'économie de marché. Propagandiste d'une déréglementation généralisée qui affecterait aussi bien l'agriculture que la santé, la culture et l'armée, Wittmann ne reconnaît à l'Etat que la seule tâche d'assurer à chacun le minimum vital. Il admet certes la nécessité d'une assurance contre les risques liés au chômage, à la vieillesse et à la maladie, mais sans participation financière de l'Etat et des entreprises; ainsi par exemple c'est aux patients et aux assurés d'assumer seuls le coût de l'assurance-maladie: les subventions publiques, en abaissant artificiellement le prix des prestations, ne font que stimuler la demande.

Ecologie libérale

Si le logement est si cher, c'est à cause des interventions de l'Etat qui ont créé la rareté. L'agriculture subventionnée coûte trop cher aux contribuables et aux consommateurs et maintient en vie des structures inutiles. Dans les régions de montagne par exemple, seul un paysan sur dix ou quinze devrait subsister; aux autres, offrons une retraite anticipée ou un recyclage professionnel. L'aménagement du territoire, la protection des paysages ? Laissons la nature reprendre le dessus: c'est la contribution du libéralisme sauvage à l'écologie ! Et si néanmoins des familles persistent à résider dans des régions excentrées et

peu propices à une activité économique rentable, qu'elles assument les frais des liaisons routières et ferroviaires nécessaires: il n'y a pas un droit à habiter tel village ou tel hameau parce que sa famille y habitait déjà il y a un siècle ou deux. Wittmann est convaincu par la loi de la centralité: soit une agglomération se développe, s'étend, soit elle stagne et est appelée à disparaître; c'est ce qu'il appelle un «assainissement passif». Cessons donc d'intervenir à tort et à travers et au prix fort pour maintenir des structures non viables naturellement.

Trop de démocratie

L'économiste d'origine grisonne est bien conscient que ces mécanismes de concurrence débridée vont faire des victimes. C'est là et là seulement que l'Etat est légitimé à agir; si certaines personnes ne peuvent plus payer leur loyer, leurs cotisations d'assurance ou d'autres prestations indispensables au minimum vital, la collectivité doit alors leur venir en aide directement.

Wittmann ne craint pas de soumettre les institutions à l'épreuve de sa logique: à son avis la démocratie directe et le fédéralisme sont trop développés en Suisse, d'où la difficulté de réaliser une véritable économie de marché dans ce pays. Il faut donc changer les institutions.

La thèse est extrême, caricaturale. Elle illustre l'irréalisme où peuvent être conduits des théoriciens fascinés par un mécanisme abstrait et qui ne peuvent plus concevoir le fonctionnement de la réalité sociale qu'à travers cette logique réductrice.

Longtemps les ingénieurs ont abordé les problèmes qui leur étaient confiés dans une perspective exclusivement technique, sans imaginer que leurs solutions, de ce fait, n'étaient pas optimales d'un point de vue social ou écologique. L'approche est en train de changer et la formation des ingénieurs prend en compte maintenant une perspective plus globale; le spécialiste apprend l'humilité.

Aujourd'hui les économistes prennent

la relève et proposent une panacée, la concurrence, un peu comme les médecins militaires prescrivaient indistinctement un comprimé de «Treupel» pour tous les maux dont se plaignait la troupe. Comme des enfants fascinés par un nouveau jouet, ils appliquent tous azimuts leurs modèles théoriques, en méconnaissance des mécanismes subtils qui régissent la vie en société.

Après le refus helvétique de l'EEE, la revendication d'une large déréglementation va se faire plus pressante. Entre la séduction des solutions simplistes de l'économisme conquérant et la défense frileuse du statu quo, il s'agit de tracer le chemin difficile des restructurations économiques et des innovations nécessaires tout en développant la solidarité indispensable à la cohésion sociale (voir DP n° 1066, «La crise de l'Etat-providence»).

C'est affaire de décision politique et non de fatalité économique. ■

MÉDIAS

Lancement de *Vevey hebdo*, le magazine de la Riviera vaudoise, pour combler partiellement le vide laissé par la fusion du quotidien local avec celui de la ville voisine. Il est imprimé à Genève.

Titre du journal économique lancé par Ringier et ses partenaires à Bucarest: *Capital*.

Lancement de deux nouvelles chaînes de télévision privée en Allemagne, *N-TV* et *Vox*, toutes deux essentiellement centrées sur l'information.

Un journal tamoul est publié depuis quelques mois à Spiez. Il s'appelle *Tamil Edu*, (le livre des Tamouls). Avec un tirage de 5000 exemplaires, un modeste salaire pourrait être payé aux responsables.

Le succès du bi-mensuel *K-Tip*, qui accompagne depuis deux ans l'émission *Kassensturz* et qui tire à 150 000 exemplaires, a incité les éditrices de *Prüf mit*, la petite sœur de *Jachète mieux*, à revoir leur formule. Le tirage plafonne depuis deux ans à 43 000 exemplaires environ.

Les consultants dans le bac à sable

Quatre sociétés de consultants proposent de privatiser les CFF. Pas très original.

(pi) Demandez à une société de consultants comment réagir face au trou d'ozone et au réchauffement planétaire, elle vous répondra qu'il faut privatiser l'atmosphère... A force de ne voir les problèmes que par le petit bout de la lorgnette économique, les docteurs qui se penchent au chevet des entreprises en deviennent agaçants, d'autant qu'ils préconisent tous le même remède en ignorant de quoi souffre le malade. Dernier exemple en date: *Bilan* demande à quatre entreprises de conseils d'articuler des propositions pour sortir les CFF de leur ornière financière. Devinez ce qu'ont proposé ces «consultants au long cours» mais aux idées décidément limitées: il faut privatiser la grande régie, la rapprocher du marché, tout déréglementer. Merci messieurs, j'en parlerai à mon cheval. Bien sûr, le système de direction, pardon de management, des CFF est loin d'être parfait (comme celui de bien des entreprises privées); bien sûr il y a beaucoup trop de commissions, groupes et autorités qui prétendent diriger les CFF en lieu et place de la direction; bien sûr des économies pourraient être faites, des activités confiées à des privés. L'exercice peut même être poussé assez loin, sans tabou: on peut imaginer que des entreprises privées entretiennent la voie ou le matériel roulant, que des Securitas poinçonnent les billets et que les points de vente soient confiés à des agences de voyage. Bon, et après... Les CFF se sont

aperçus tout seuls que les gares ne faisant pas au moins 300 000 francs de chiffre d'affaires annuel n'étaient pas rentables. Privatiser les gares rentables? On ne voit pas vraiment l'intérêt, mais on peut en parler. Reste que, toutes ces bagatelles mises bout à bout, on aura économisé combien? 100, 200 millions? Admettons. Mais le problème se chiffre en milliards. Et le problème, ce n'est pas du gaspillage, de l'argent dilapidé, le problème est politique. Les vraies questions, c'est: combien de prestations ferroviaires voulons-nous à quel prix? voulons-nous supprimer neuf trains régionaux sur dix? souhaitons-nous arrêter de faire circuler des trains à neuf heures du soir? voulons-nous laisser des régions périphériques sans desserte

en transports publics? Le seul mérite d'une privatisation serait de poser clairement ces questions et d'obliger les autorités à y répondre. Mais les prestations déficitaires voulues pour des raisons politiques continueraient d'être déficitaires.

Commençons par poser les bonnes questions et par évaluer les conséquences de nos choix: que signifie une diminution de la desserte pour les jeunes, pour les personnes âgées, pour les personnes sans voiture? Et les économies faites ici ne vont-elles pas se reporter là sous forme de charges nouvelles.

Le problème n'est pas celui des CFF, il est celui du Parlement et du public qui votent pour Rail 2000, pour les transversales alpines, qui veulent maintenir telle ligne, dans telle région, mais qui refusent d'en payer le prix. Le problème, il est dans le prix d'utilisation de la voiture, beaucoup trop bas par rapport aux coûts sociaux qu'elle provoque et qui sont, eux aussi, pris en charge par la collectivité.

Règlons cela. Après, on pourra toujours parler de privatisation, si c'est encore à la mode. ■

AVIONS DE COMBAT

Manque de finesse

(jd) Le Conseil national se prononce cette semaine sur l'initiative contre tout achat d'avions militaires jusqu'en l'an 2000. Il va sans doute proposer son rejet sans contre-projet. La décision peut paraître logique puisque le Parlement a déjà décidé l'achat de 35 F/A-18 pour la somme de 3,5 milliards.

D'un point de vue strictement militaire cette option se défend: sans couverture aérienne efficace, la crédibilité de l'armée n'est plus garantie. Reste à savoir si d'un point de vue politique plus large ce choix est fondé. L'ampleur des problèmes économiques, sociaux, environnementaux auxquels nous sommes confrontés et les moyens limités dont nous disposons exigent l'établissement de priorités. Dans les circonstances actuelles nous doutons que cette dépense importante soit aujourd'hui justifiée.

Le Groupe pour une Suisse sans armée est passé maître dans l'art de poser des questions dérangementes. Malheureusement il propose systématiquement des réponses inadéquates. Le débat sur la place de l'armée dans la politique de sécurité aurait pu avoir lieu si le GSSA

n'avait pas d'emblée affiché son ambition de supprimer purement et simplement l'institution, verrouillant ainsi toute discussion nuancée. Il récidive en préconisant non pas le renoncement à l'achat du F/A-18 mais à tout renouvellement de l'aviation militaire jusqu'à la fin du siècle.

Les autorités se prennent au jeu et cherchent la confrontation. Face à l'initiative contre toute nouvelle place d'armes, elles ont pourtant su manœuvrer habilement, admettant de ne plus créer de nouveaux terrains d'exercice et de soumettre les constructions militaires aux exigences de la protection de l'environnement, rejetant par contre la stupide interdiction de modernisation des places d'armes existantes. Pas trace d'une telle finesse à propos du F/A-18. Pourtant, en gelant cette acquisition coûteuse, compte tenu d'un contexte de menace extrêmement fluide, et en se réservant la possibilité d'un achat rapide et moins onéreux, les autorités tiendraient compte de l'opposition massive exprimée par les 500 000 signataires de l'initiative du GSSA et isolerait ce dernier dans sa tentative de paralyser la défense aérienne jusqu'à la fin du siècle, quelle que soit la situation future. ■

Comptes économiques de l'environnement

La Société pour la protection de l'environnement (SPE) nous communique qu'elle tient à disposition des lecteurs de DP des exemplaires de l'ouvrage *Les comptes économiques de l'environnement* (voir DP n° 1104, 1105 et 1106) au prix spécial de 29 francs (au lieu de 46 francs).

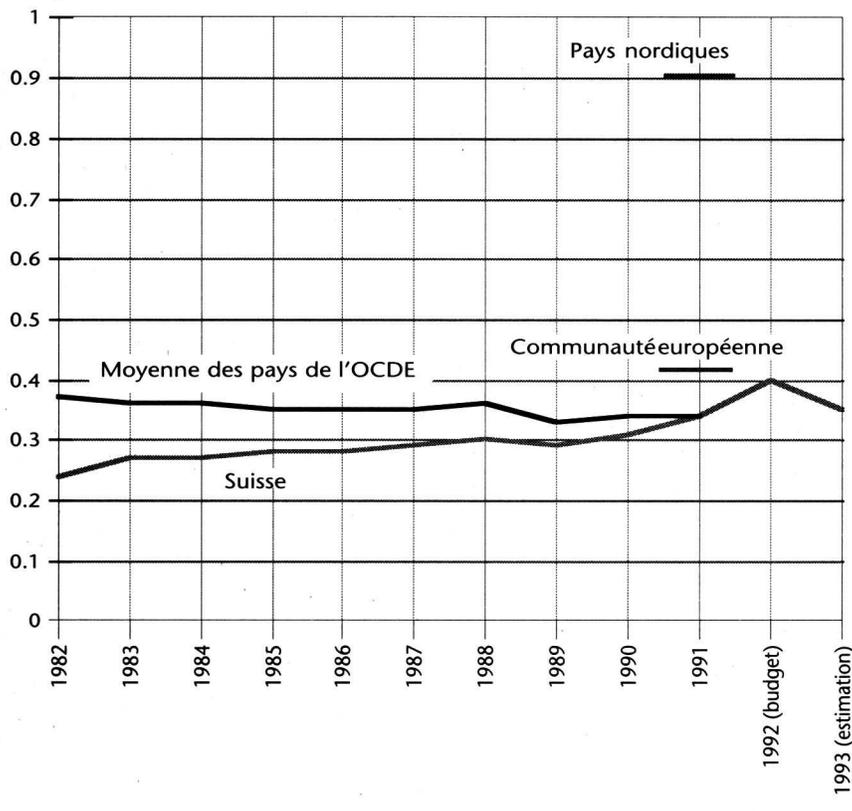
Commandes directement auprès de la SPE, rue Saint-Ours 6, 1205 Genève.

Comparaisons sommaires

(réa) Le graphique ci-dessous montre que, pour la première fois, le niveau de l'aide publique suisse au développement atteint celui de l'ensemble des pays de l'OCDE. Il est même prévu de le dépasser en 1992, en raison d'actions décidées dans le cadre du sept-centième an-

en fonction de leur PNB est un instrument reconnu de comparaison internationale, il ne saurait donner une image exacte de l'effort consenti. De nombreux autres facteurs influencent en effet les relations des pays du Nord avec ceux du Sud, notamment la qua-

Aide publique au développement - Evolution comparée en pour-cent du Produit national brut



niversaire de la Confédération; le ratio aide publique au développement/PNB devrait toutefois redescendre en 1993 du fait des coupes opérées dans le budget. Notons que le niveau de l'aide des pays de l'OCDE est influencé négativement par les plus gros bailleurs de fonds: Etats-Unis (0,21% du PIB) et Japon (0,32%). La Suisse, l'ensemble des pays de l'OCDE et même la Communauté européenne restent loin derrière les pays nordiques qui consentent une aide publique au développement représentant 0,91% de leur PIB.

Si la comparaison des sommes consacrées par les Etats à l'aide internationale

lité de l'aide apportée, le fait qu'elle soit ou non liée à des commandes auprès d'industries du pays donneur, le fait qu'il s'agisse de versements effectifs de fonds ou simplement d'effacements de dettes, etc. Or ces données essentielles pour évaluer et comparer les aides publiques au développement n'apparaissent évidemment pas dans la mise en équation avec le PNB.

N'apparaissent pas davantage les protections douanières des pays du Nord à l'égard de ceux du Sud, qui anéantissent la plupart du temps les efforts faits au titre de l'aide au développement. Ainsi, selon une estimation de l'OCDE,

les pays en développement perdraient chaque année 500 milliards de dollars en raison des mesures protectionnistes prises par les pays industrialisés. Il est également intéressant de comparer l'aide à l'agriculture consentie par les pays de l'OCDE (300 milliards de dollars par an) aux sommes consacrées par ces mêmes pays à l'aide au développement: 56 milliards de dollars. C'est l'objectif du GATT que de supprimer ces barrières douanières et la partie des subventions agricoles qui constituent des aides à l'exportation ce qui, on le sait, ne va pas sans résistance dans les pays du Nord. ■

Source: *La Vie économique*; graphique DP.

FORUM

COURRIER

Silence sur le Timor

Alors que Xanana Gusmao, le héros bien-aimé du peuple maubère de Timor Oriental, vient d'être arrêté par les occupants indonésiens, la Suisse accorde une aide de 12,5 millions de francs à l'Indonésie (le 25 novembre). En toute discrétion ! Les victimes n'ont pas la même valeur qu'en Afrique du Sud et il ne faut pas troubler les bonnes affaires avec l'Indonésie. *Dommaine public* devrait en parler !

Pierre-Alain Tissot,
Cossonay

DP Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Secrétaire de rédaction:

Frances Trezevant Honegger (fth)

Ont également collaboré à ce numéro:

André Gavillet (ag)

Charles-F. Pochon (cfp)

Jean-Luc Seylaz

Abonnement: 75 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint-Pierre 1,

case postale 2612, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10

Télécopie: 021 312 80 40 - CCP: 10-15527-9

Composition et maquette:

Frances Trezevant Honegger, Pierre Imhof,

Françoise Gavillet

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens

«Le pouvoir des arguments et non pas les arguments du pouvoir»

Nicolas Meienberg

Lauréat, en 1990, du Prix de la culture de la ville de Saint-Gall, et tenu de remercier l'institution dans une cérémonie où certaines absences étaient significatives (l'évêque et le représentant «très absent» du gouvernement cantonal), Meienberg n'a pas démenti sa réputation: extraits de ses fiches de police, attaques contre «l'autre Saint-Gallois» qui «avait les fouineurs sous ses ordres», rappel des luttes démocratiques du XIX^e siècle (que sont aujourd'hui les radicaux du lieu qu'on appelle toujours les *Freisinnige* ?) Mais il a aussi profité de ce «discours» de circonstance pour offrir au public quelques réflexions sur le rôle qu'assume, «Robin des Bois officiellement accrédité», celui qu'il nomme Meienberg II, par opposition à Meienberg I qui se dit homme paisible, amateur de philosophie et de poésie. Il faut «l'ouvrir quand les autres se taisent». Mais c'est lassant et ce n'est pas sans danger. «Cette division du travail entre les opprimés silencieux et les rôleurs patentés ne fait que cimenter l'oppression.» Davantage, Meienberg reconnaît dans son cas un effet de marché, qui «a failli transformer l'auteur en produit de marque, et l'a parfois conduit à n'exploiter qu'une des composantes de son tempérament». On attend de lui, à chaque coup, qu'il lève un nouveau lièvre. On ne retient dans ses poèmes que «ceux qui font presque office de service public», de ses proses que les pages les plus dures. Son enquête sur Maurice Bavaud a été «un échec total sur le plan de la vente et des critiques», parce que ce Suisse qui voulut tuer Hitler était atypique: ce n'était pas un homme de gauche et son projet n'obéissait à aucune idéologie précise. Réflexions intéressantes venant d'un polémiste parvenu au milieu du chemin de sa vie (Meienberg en né en 1941). Dans les deux derniers recueils disponibles en traduction française, l'auteur a tenu à faire entendre les deux hommes qui sont en lui. A Meienberg I nous devons, dans les *Mémoires d'outre-Suisse*, de belles pages sur des châteaux vus en Espagne, l'aventure d'une domestique schwytzoise rescapée du naufrage du *Titanic*, le monde des courses de motocyclette, la rue populaire qu'il habitait à Paris. Et dans *Gaspard-mange-ta-soupe*,

on trouve ses souvenirs du collège de Disentis, ceux d'un bref séjour à Berlin, et aussi une bonne évocation, équitable, sereine, du général de Gaulle («Lettre ouverte à Charles de Gaulle récemment décédé»).

Et le rôleur patenté ? Il nous donnait en pâture, dans les *Mémoires d'outre-Suisse*, «Hansweh» Kopp, les funérailles de Rudolf Farner, la visite du pape en Suisse («Un reportage surnaturel»), les mystères d'Arbon (Saurer) ou de Zoug, et ceux de la «planète Stern». Voici maintenant le boycott du 700^e et le bilan des festivités, l'antisémitisme en Suisse, Villiger au Conseil fédéral («Après la fille à papa un fils à papa») et le silence bien gardé sur la succursale que la manufacture de tabac avait ouverte en Allemagne nazie. On trouve aussi dans *Gaspard-mange-ta-*

«Cette division du travail entre les opprimés silencieux et les rôleurs patentés ne fait que cimenter l'oppression.»

soupe des polémiques politico-littéraires: le programme suisse des éditions Suhrkamp ou le cas de l'écrivain Ernst Jünger, qui n'est pour Meienberg que le chantre détestable de la guerre et de la violence. Une germanophobie évidente (l'Allemagne est à nouveau impérialiste et annexionniste); un thème récurrent: qu'avons-nous à faire de 1291 et des cantons primitifs ? Seules comptent, pour un Suisse démocrate, la fin de l'Ancien Régime (1798) et la Constitution de 1848; voilà ce qui méritera d'être fêté en 1998. Une absence significative: dans ce recueil, pas un reportage sur les scandales bancaires et immobiliers qui font, depuis quelques années, la une des journaux. Sans doute Meienberg estime-t-il qu'on en parle suffisamment

et qu'il a mieux à faire: dénoncer à chaque occasion les mensonges des autorités et des notables, leurs silences, leur refus obstiné de laisser consulter les dossiers. Beaucoup de ces textes sont des chroniques à plusieurs voix. Meienberg se contente parfois de reprendre des enquêtes déjà faites (l'antisémitisme en Suisse), donne longuement la parole à d'autres (la visite de la manufacture Villiger), convoque amis et adversaires (plus de dix pages de courrier des lecteurs en post-scriptum à son article sur Jünger).

Tous comptes faits, j'ai trouvé la cuvée 1992 moins riche, moins savoureuse que celle de 1991. Mais comme les éditions Zoé ont eu l'heureuse idée de rééditer (avec un postface inédite) *L'Exécution du traître à la patrie Ernst S.*, j'ai eu envie de relire ce texte. Il n'a pas pris une ride; c'est un modèle de journalisme d'investigation — tout comme le film qu'en ont tiré Richard Dindo et l'auteur. On se souvient peut-être que le conseiller fédéral Hürlimann (pour justifier le refus d'accorder au film une prime à la qualité) et les historiens de droite (pour discréditer les auteurs) avaient accusé Meienberg et Dindo de manipuler l'Histoire; ils leur reprochaient le caractère lacunaire de la documentation, alors même qu'on leur avait interdit l'accès aux sources. Des années plus tard, Meienberg put enfin consulter quelques dossiers. La postface, écrite à cette occasion, permet de tenir désormais pour prouvé que le matériel fourni par S. à l'ambassade d'Allemagne était d'un intérêt stratégique très faible, pour ne pas dire nul. Les Allemands connaissaient déjà les deux types d'obus livrés; les croquis d'installation étaient «incomplets et sans importance». Peut-on encore prétendre que le délit était très grave et que justice fut rendue ? La condamnation à mort de S. fut un acte politique, dont fut victime un homme qui ne jouissait d'aucune protection.

Jean-Luc Seylaz

L'Exécution du traître à la patrie Ernst S., traduit par Luc Weibel, avec une postface inédite traduite par Ursula Gaillard, Zoé, Genève, 1992.

Mémoires d'outre-Suisse, traduit par Monique Picard, Zoé, Genève, 1991.

Gaspard-mange-ta-soupe, traduit par Ursula Gaillard, Zoé, Genève, 1992.

La maîtrise du temps

*Vaclav Havel, qui a l'expérience de l'écrivain, du dissident et du président, sait prendre le temps de la réflexion et tirer profit de son, de ses vécus. Il a cru, comme d'autres, que le temps lui appartenait. Nous reproduisons ci-dessous un extrait du discours de réception qu'il a prononcé le 27 octobre dernier à l'Académie des sciences morales et politiques, à Paris, comme membre associé étranger. Un texte qui aura une résonance toute particulière pour les déçus du 6 décembre. (Le discours a paru intégralement dans le «*Courrier*» du 28 novembre.)*

Permettez-moi de parler, un moment, à la première personne: bien qu'exercé à cette patiente faculté d'attendre qui était celle des dissidents, persuadé de son sens profond, néanmoins ces trois dernières années, donc depuis la paisible révolution anti-totalitaire, je sombrais de plus belle dans une impatience frôlant le désespoir. Je me tourmentais à l'idée que les transformations avançaient beaucoup trop lentement, que mon pays n'avait toujours pas une nouvelle constitution démocratique, que les Tchèques et les Slovaques n'arrivaient toujours pas à s'entendre sur leur coexistence dans un même Etat, que nous ne nous rapprochions pas assez rapidement du monde démocratique occidental et de ses structures, que nous n'étions pas capables d'assumer sagement le passé, que nous éliminions trop lentement les restes de l'ancien régime et de toute sa désolation morale.

Je souhaitais désespérément qu'un de ces objectifs au moins soit réalisé. Pour pouvoir le rayer de la carte comme un problème résolu et donc liquidé. Pour que le travail que j'exerçais à la tête du pays aboutisse enfin à un résultat visible, incontestable, tangible, indéniable, donc à quelque chose d'achevé. J'avais du mal à me résigner à l'idée que la politique était un processus sans fin, comme l'Histoire, processus qui ne nous permet jamais de dire: quelque chose est fini, achevé, terminé.

Comme si j'avais tout simplement oublié d'attendre, attendre de la seule manière qui ait un sens.

Aujourd'hui, avec le recul, j'ai tout loisir de repenser à cela. Et je commence à comprendre que mon impatience me fit succomber justement à ce que j'avais toujours soumis à une analyse critique. Je succombais à cette forme d'impatience ô combien destructrice de la civilisation technocratique moderne, imbue de sa rationalité, persuadée à tort que le monde n'est qu'une grille de mots croisés où il n'y aurait qu'une seule solu-

tion correcte — soi-disant objective — au problème; une solution dont je suis le seul à décider de l'échéance.

Sans m'en rendre compte, je succombais, *de facto*, à la certitude perverse d'être le maître absolu de la réalité, maître qui aurait pour seule vocation de parfaire cette réalité selon une formule toute faite. Et comme il revenait à moi seul d'en choisir le moment, il n'y avait aucune raison de ne pas le faire tout de suite.

Bref, je pensais que le temps m'appartenait.

C'était une grande erreur.

Or, le monde, l'Etre et l'Histoire sont régis par un temps qui leur est propre, dans lequel nous pouvons, il est vrai, intervenir de façon créative mais que nul ne maîtrise complètement. Le monde et l'Etre n'obéissent pas aveuglément aux injonctions d'un technocrate ou d'un technicien de la politique, ils ne sont pas là pour réaliser leurs prévisions.

Ils se rebellent contre le temps de ces deniers de la même manière qu'ils n'acceptent pas son explication destructrice. Ainsi, le monde, l'Etre et l'Histoire ont leurs surprises et leurs secrets qui prennent au dépourvu la raison moderne — qui est dans le fond rationaliste — ils suivent également une trajectoire tortueuse et souterraine qui leur est propre. Vouloir supprimer cette «tortuosité» impénétrable par un barrage infernal comporte beaucoup de risques, depuis la perte de la nappe phréatique jusqu'aux changements tragiques de la biosphère.

En resongeant à mon impatience politique, je dois nécessairement constater que l'homme politique d'aujourd'hui et de demain — permettez-moi d'utiliser le concept d'«homme politique postmoderne» — doit apprendre à attendre, dans le meilleur et dans le plus profond sens du mot. (...) Cette attente doit traduire un certain respect pour le mouvement intrinsèque et le déroule-

ment de l'Etre, pour la nature des choses, leur existence et leur dynamique autonomes qui résistent à toute manipulation violente; cette attente doit s'appuyer sur la volonté de donner à tout phénomène la liberté de révéler son propre fondement, sa vraie substance. Le comportement de l'homme politique postmoderne ne doit plus procéder d'une vision personnelle. Au lieu de se fonder sur l'orgueil, il doit se nourrir de l'humilité.

Vaclav Havel

La revanche des exclus

(*cfp*) Des partis politiques, malgré des effectifs satisfaisants, ne trouvent plus suffisamment de candidats. A l'inverse, des candidats exclus par leur parti entrent en dissidence et font des percées. A Bienne, un radical dissident présente une liste pour l'exécutif et le législatif, tout en y figurant comme le seul candidat. Il obtient un siège à l'exécutif et trois au législatif, ce qui l'oblige à trouver trois personnes pour occuper ces fonctions sans qu'elles aient fait acte de candidature. Le parti radical, quant à lui, perd un siège à l'exécutif.

A Rubigen, dans le canton de Berne, l'exécutif de sept membres compte deux représentants d'un nouveau groupe d'«habitants de Rubigen indépendants des partis». Or seul un candidat, par ailleurs ancien membre cet exécutif, figurait sur une liste et obtint le meilleur résultat. Depuis, une deuxième personne a été désignée pour occuper le siège acquis sans candidat. Le parti socialiste avait renoncé à déposer une liste, faute de candidats.

A Schaffhouse, la surprise a été plus grande encore. Un socialiste, écarté de la liste du parti pour faire place à une femme en raison d'une politique de quotas se présente seul. Il remporte cinq sièges et doit trouver quatre compagnons pour compléter le groupe qu'il doit constituer au Grand Conseil. Son ancien parti perd six mandats dans le canton.

Si les succès des francs-tireurs sont rarement durables, les partis chercheront probablement tout de même à colmater ces brèches par des réformes électorales. Encore faudra-t-il regagner la confiance des électeurs. ■